



**Question 1. Que pensez-vous de la restriction de l'utilisation des numéros mobiles à des fins uniquement interpersonnelles ?**

Réponse : Selon Transatel, il n'y a pas réellement de raison d'exclure les usages dits « conversationnels » des 06 et 07, mais la bonne gestion des 06 et 07 lié à leur pénurie commande aujourd'hui de limiter les 06 et les 07 à l'interpersonnel et d'exclure le conversationnel. Un élément important est aussi la clarté qu'apporterait, pour les utilisateurs, le fait de distinguer, d'un côté, les usages interpersonnels sur les 06 et 07 et, de l'autre, les usages de numéros virtuels passant par une plateforme technique.

Par ailleurs, le fait de réorganiser les tranches et donc de prévoir dorénavant le « conversationnel » sur les 09 requiert que les 09 soient effectivement ouverts à l'interconnexion pour ces usages, et que les conditions d'ouverture de ces numéros soient facilitées tant sur le plan opérationnel que sur le plan financier. A ce titre l'Arcep doit fixer un cadre juridique efficace pour l'ouverture des 09, et régler les éventuels différents qui peuvent apparaître à ce sujet entre les opérateurs dans des délais rapides et efficaces. De même, l'Arcep doit permettre de définir des conditions économiques satisfaisantes pour tous les acteurs, afin de développer les nouveaux usages sur 09. A ce titre, Transatel souhaite notamment une obligation stricte pour les opérateurs ayant une part de marché supérieure à deux (2) % d'ouvrir à l'interconnexion les numéros en 09 des opérateurs qui leur en font la demande, dans des délais strictes et rapides afin de ne pas nuire au développement commercial de ces opérateurs. Il conviendrait également de prévoir une procédure de sanction accélérée de l'Arcep avec des pénalités suffisamment dissuasives pour éviter les retards d'ouverture à l'interconnexion. En outre, tout retard de plus de 6 semaines devrait être sanctionné a posteriori, même si l'ouverture a finalement été réalisée.

Enfin, Transatel pense que la restriction de l'utilisation des numéros mobiles à des fins uniquement interpersonnelles est possible uniquement si une campagne de communication forte est réalisée par les pouvoirs publics, permettant au public et aux professionnels d'être suffisamment informés sur les évolutions du plan de numérotation et notamment le fait que les numéros 09 pourront à l'avenir être utilisés pour la voix, le SMS et le MMS.

**Question 2. Que pensez-vous de la définition de services minimaux qui doivent être offerts dans le cadre d'un service accessible à travers un numéro mobile ?**

Transatel est d'accord avec la définition des services minimaux qui doivent être offerts dans le cadre d'un service accessible à travers un numéro mobile, à condition qu'il soit clarifié que la définition de service de messagerie corresponde à un service SMS.

**Question 3. Que pensez-vous des conditions d'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre « secondaire » telles que précisées par la présente décision ?**

Société par Actions Simplifiée au capital social de 1 250 717,99 Euros | 432 786 432 R.C.S. Nanterre | TVA FR49 432 786 432

Transatel UK LTD  
Finsgate, 5/7 Cranwood Street  
London, EC1V 9EE  
United Kingdom  
N° 04086268

Transatel CH SARL  
Route de Chêne 5, c/o CCIFS  
1207 Genève  
Suisse  
N° fédéral CH-660.2.565.013-7

Transatel  
Rue Marie Depage 3  
Boîte 4 1180 Uccle  
Belgique  
N° 476.709.468

Transatel LUX  
28, rue de Bettembourg  
L - 5810 Hesperange  
Luxembourg  
N° B114951

Transatel.NL  
Hogehilweg 16  
1101CD Amsterdam  
Nederland  
N° 34200147

Transatel, INC.  
499 N. Canon Drive, Suite 308  
Beverly Hills, CA 90210  
USA  
N° 5736521



Comme indiqué dans la réponse à la question 1, Transatel n'est pas fondamentalement d'accord pour ainsi restreindre l'utilisation des numéros mobiles utilisés à titre secondaires, mais dans le contexte de pénurie des numéros 06 et 07, Transatel trouve la proposition de l'Arcep acceptable.

En outre, Transatel pense qu'il serait utile de préciser que les numéros secondaires sur 06 et 07 devraient également fonctionner à partir d'un accès data sur un PC et/ou une tablette, pour des usages de type SMS ou MMS par exemple.

**Question 4. Comment les opérateurs qui exploitent des numéros mobiles utilisés à titre secondaire peuvent-ils, selon vous, assurer une localisation fiable de l'utilisateur, afin de garantir le respect de la condition de territorialité et le bon acheminement des communications d'urgence ?**

La notion de territorialisation telle que présentée par l'Arcep est floue. Par ailleurs, en ce qui concerne la définition des utilisateurs ayant des liens stables avec le territoire français Transatel propose d'intégrer dans cette définition les expatriés qui conservent des relations familiales ou économiques fortes avec la France (de manière à éviter des situations dans lesquelles les expatriés sont obligés d'être en situation de roaming en France alors qu'ils y ont des attaches fortes).

De plus, Transatel propose de retirer l'obligation d'acheminer les communications d'urgence depuis les numéros mobiles secondaires, pour ne rendre obligatoire cet acheminement que dans le cas des offres où il y a un accès réseau uniquement. Cela n'a pas de sens d'inclure les communications d'urgences dans un service qui est par définition secondaire, et n'existe que grâce à une offre d'accès au réseau préalable sur le terminal. L'objectif du numéro secondaire n'est pas de permettre l'accès au réseau mobile, ni aux appels d'urgence.

**Question 5. Que pensez-vous de la création de la catégorie des numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique ?**

Pour les raisons évoquées plus haut, Transatel accueille favorablement la création de la catégorie de numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique. En effet, comme il est essentiel de développer l'innovation et les services en France, et comme c'est impossible de le faire sur le 06/07, une nouvelle catégorie de numéros est la bienvenue.

En revanche, Transatel conteste l'assertion de l'Arcep selon laquelle les communications entre une plateforme technique et un utilisateur ne peuvent être considérées comme un service de communication interpersonnelle. Transatel pense que cette affirmation n'est pas exacte, y compris sur le plan juridique et notamment le Code Européen des Communications Electroniques. Selon Transatel, il devrait être possible de faire de l'interpersonnel avec du 09. Ainsi les acteurs qui font de l'interpersonnel pourront choisir librement entre le 06 et le 09, pour



des raisons de rationalité, quand à travers une même tranche il y aura plusieurs usages (conversationnel et interpersonnel), pour faciliter la gestion technique et opérationnelle.

Pour assurer le développement de ces nouveaux services et que la valeur ne soit pas préemptée par les MNO, les conditions économiques liés aux terminaisons d'appels et de SMS/MMS sur 09 doivent être symétriques dès lors que les trafics sont symétriques à plus ou moins 15%. En dehors de cette limite de 15% il doit y avoir un système de limitation (capping) afin de garantir que les revenus sont symétriques.

**Question 6. Que pensez-vous de la modification des conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue, qui aura pour effet d'utiliser uniquement ces derniers pour l'identification des accès mobiles destinés à la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet ?**

Transatel est favorable à cette évolution qui est une mesure de bonne gestion des ressources, mais uniquement pour les futures affectations, car la migration serait trop compliquée avec des changements de cartes SIM.

Par ailleurs, les MNO (dans les accords Wholesale avec les MVNO) ne doivent pas en profiter de ces modifications pour augmenter leurs revenus. Comme c'est par exemple la pratique avec les ARPU minimum imposés par les MNO aux MVNO, qui revient à des stratégies d'éviction (bloque l'accès des MVNOs à certains marchés).

**Question 8. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de créer une catégorie de numéros polyvalents de longueur étendue ?**

Transatel n'a pas d'avis en particulier sur cette question.

En revanche, Transatel profite de cette question pour rappeler qu'il conviendrait que l'Arcep se penche également sur la joignabilité des numéros en +88 (numéros attribués par l'ITU). Il faut que ces tranches mondiales puissent être joignables et que tous les opérateurs français aient l'obligation d'assurer leur joignabilité.

**Question 13. Que pensez-vous des évolutions envisagées par l'Autorité relatives aux conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles ?**

Transatel est d'accord avec les évolutions envisagées par l'ARCEP relatives aux conditions d'attribution des codes MCC-MNC.



Transatel  
20 - 22 rue Jean Jaures CS 90073  
92816 PUTEAUX CEDEX  
+33 (0)1 74 95 74 00  
www.transatel.com

Cependant, il faut que l'usage de ces MCC-MNC soit également contrôlé car il est étonnant, compte tenu du faible nombre d'opérateurs mobiles en France, que tous les codes soient aujourd'hui mobilisés.

**Question 15. Que pensez-vous de la réduction de la granularité des tranches attribuées par l'Autorité ?**

Transatel est dubitatif sur la granularité des tranches attribuées par l'Arcep à 1 000 numéros, et pense qu'il serait préférable de rester sur des tranches de 10 000 numéros.

TSL pense que cela génère plus de complexité qu'autre chose.

**Question 16. Que pensez-vous de la diminution de la période maximale de gel autorisée ?**

Le principe de la quarantaine est risqué et va certainement créer des contentieux avec les consommateurs qui ont des appels non désirés.

**Question 17. Que pensez-vous de la définition d'une durée minimale d'affectation d'un numéro ?**

Transatel s'interroge sur la portée minimale de cette durée minimale d'affectation et si elle concerne également les numéros en 09, auquel cas cette limitation serait problématique au regard des usages commerciaux possibles sur les 09.

**Question 18 : Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes RIO fixes en tant que préfixes RIO pour les numéros de services à valeur ajoutée ?**

Transatel n'a pas d'avis en particulier sur cette question.

**Question 19 : Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles**

**Question 20 : Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes de routage existants pour les numéros de longueur étendue ?**

Société par Actions Simplifiée au capital social de 1 250 717,99 Euros | 432 786 432 R.C.S. Nanterre | TVA FR49 432 786 432

Transatel UK LTD  
Finsgate, 5/7 Cranwood Street  
London, EC1V 9EE  
United Kingdom  
N° 04086268

Transatel CH SARL  
Route de Chêne 5, c/o CCIFS  
1207 Genève  
Suisse  
N° fédéral CH-660.2.565.013-7

Transatel  
Rue Marie Depage 3  
Boîte 4 1180 Uccle  
Belgique  
N° 476.709.468

Transatel LUX  
28, rue de Bettembourg  
L - 5810 Hesperange  
Luxembourg  
N° B114951

Transatel.NL  
Hogehilweg 16  
1101CD Amsterdam  
Nederland  
N° 34200147

Transatel, INC.  
499 N. Canon Drive, Suite 308  
Beverly Hills, CA 90210  
USA  
N° 5736521



Transatel  
20 - 22 rue Jean Jaures CS 90073  
92816 PUTEAUX CEDEX  
+33 (0)1 74 95 74 00  
www.transatel.com

**Question 28 : Que pensez-vous de l'obligation de fournir un contact en charge des données pour les services de renseignements ?**

Transatel profite de cette question pour mentionner le fait que la base de données AEROPE qui est géré par le GIE EGP, pour permettre aux autorités françaises d'identifier les opérateurs attributaires des numéros mobiles visés par leurs enquêtes, répertorie les MVNE au lieu des opérateurs attributaires de ces numéros mobiles, lorsque ces derniers ne sont pas membres du GIE EGP. Cette situation devrait être corrigée dans la mesure où cela retarde inutilement les services d'enquêtes en France. En effet, lorsque les services d'enquête identifient un numéro mobile sur la base AEROPE, ils sont renvoyés vers le MVNE, lequel les renvoie vers l'opérateur mobile attributaire du numéro mobile en question. Cela retarde inutilement les services d'enquêtes et fait peser sur le MVNE une charge inutile. Par conséquent, la base AEROPE devrait mentionner l'opérateur attributaire du numéro mobile, même si ce dernier n'est pas membre du GIE EGP. Le GIE EGP peut parfaitement récupérer l'information relative aux attributaires des numéros mobiles sur le site de l'Arcep. Par ailleurs, le GIE EGP peut également gérer les quelques développements techniques nécessaires à cette mise en conformité avec les données de l'Arcep.

**Question 29. Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions d'éligibilité ?**

Transatel insiste sur le fait que parmi les critères d'éligibilité, il convient que le demandeur soit une société française qui démontre avoir toutes les capacités techniques, ou s'appuyer sur un partenaire qui dispose de ces capacités techniques.

**Question 30. Que pensez-vous du rétablissement envisagé des mesures d'encadrement des conditions d'utilisation des ressources en numérotation par les systèmes automatisés d'appel et d'envoi de messages ?**

**Question 31. Que pensez-vous de la suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés ?**

**Question 32. Que pensez-vous de la définition des exceptions au principe d'interdiction des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic et des précisions proposées ?**

En réponse aux trois questions qui précèdent, Transatel considère que cet encadrement ne doit pas restreindre l'innovation et les nouveaux business case. Transatel est favorable à cet encadrement afin de lutter contre les abus cependant il ne faut pas interdire *de facto* les nouveaux usages, et plutôt confier à l'ARCEP un contrôle a posteriori si des abus sont constatés.

Société par Actions Simplifiée au capital social de 1 250 717,99 Euros | 432 786 432 R.C.S. Nanterre | TVA FR49 432 786 432

Transatel UK LTD  
Finsgate, 5/7 Cranwood Street  
London, EC1V 9EE  
United Kingdom  
N° 04086268

Transatel CH SARL  
Route de Chêne 5, c/o CCIFS  
1207 Genève  
Suisse  
N° fédéral CH-660.2.565.013-7

Transatel  
Rue Marie Depage 3  
Boîte 4 1180 Uccle  
Belgique  
N° 476.709.468

Transatel LUX  
28, rue de Bettembourg  
L - 5810 Hesperange  
Luxembourg  
N° B114951

Transatel.NL  
Hogehilweg 16  
1101CD Amsterdam  
Nederland  
N° 34200147

Transatel, INC.  
499 N. Canon Drive, Suite 308  
Beverly Hills, CA 90210  
USA  
N° 5736521



## Transatel

20 - 22 rue Jean Jaures CS 90073

92816 PUTEAUX CEDEX

+33 (0)1 74 95 74 00

[www.transatel.com](http://www.transatel.com)

En conclusion, tout d'abord, Transatel remercie l'Arcep pour cette consultation publique.

Société par Actions Simplifiée au capital social de 1 250 717,99 Euros | 432 786 432 R.C.S. Nanterre | TVA FR49 432 786 432

**Transatel UK LTD**  
Finsgate, 5/7 Cranwood Street  
London, EC1V 9EE  
United Kingdom  
N° 04086268

**Transatel CH SARL**  
Route de Chêne 5, c/o CCIFS  
1207 Genève  
Suisse  
N° fédéral CH-660.2.565.013-7

**Transatel**  
Rue Marie Depage 3  
Boîte 4 1180 Uccle  
Belgique  
N° 476.709.468

**Transatel LUX**  
28, rue de Bettembourg  
L - 5810 Hesperange  
Luxembourg  
N° B114951

**Transatel.NL**  
Hogehilweg 16  
1101CD Amsterdam  
Nederland  
N° 34200147

**Transatel, INC.**  
499 N. Canon Drive, Suite 308  
Beverly Hills, CA 90210  
USA  
N° 5736521